

L'eau, un territoire, des acteurs engagés

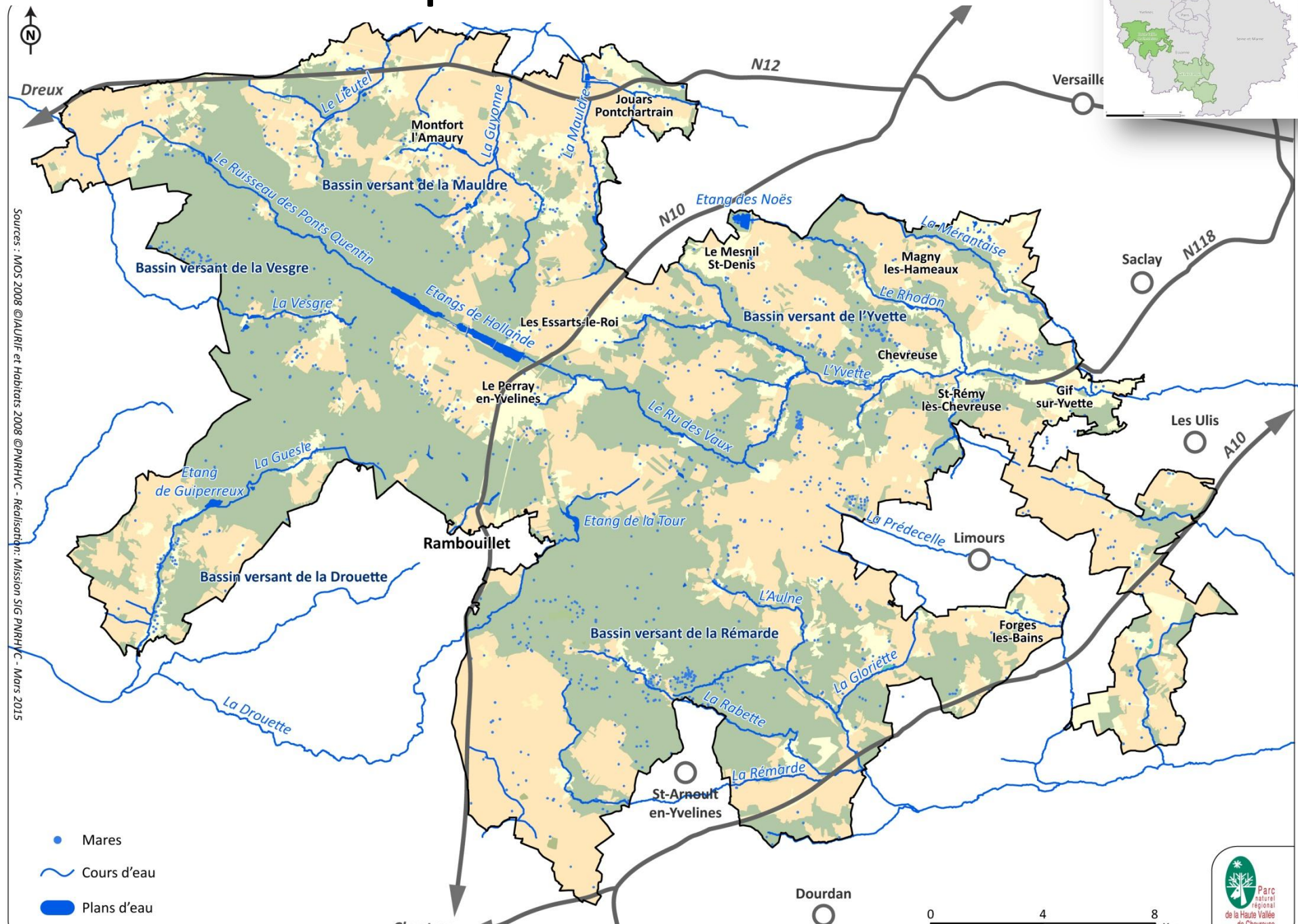
Classe d'eau des élus « cours d'eau – journée n°1 - 26/05/2016



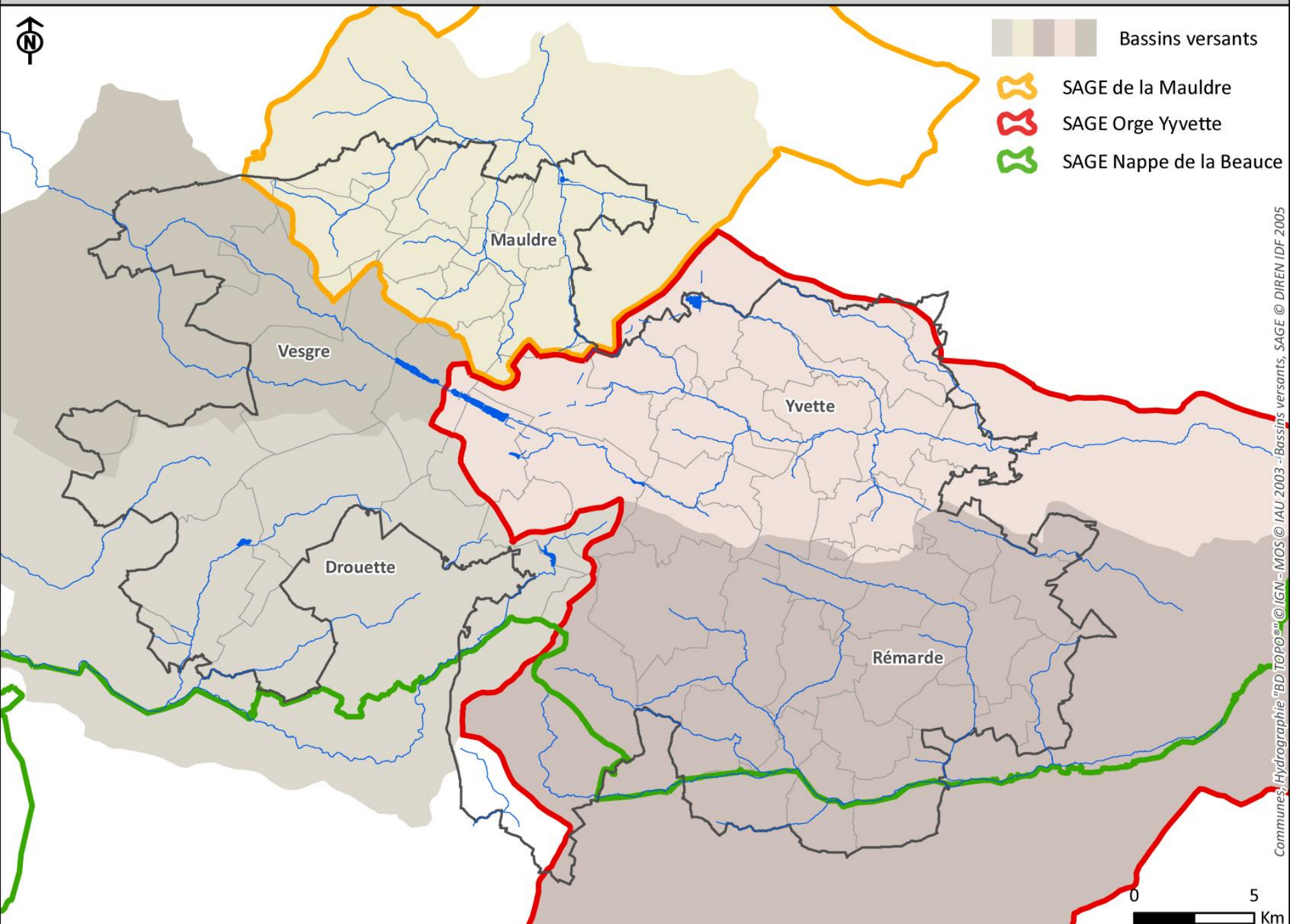
Une forte présence de l'eau



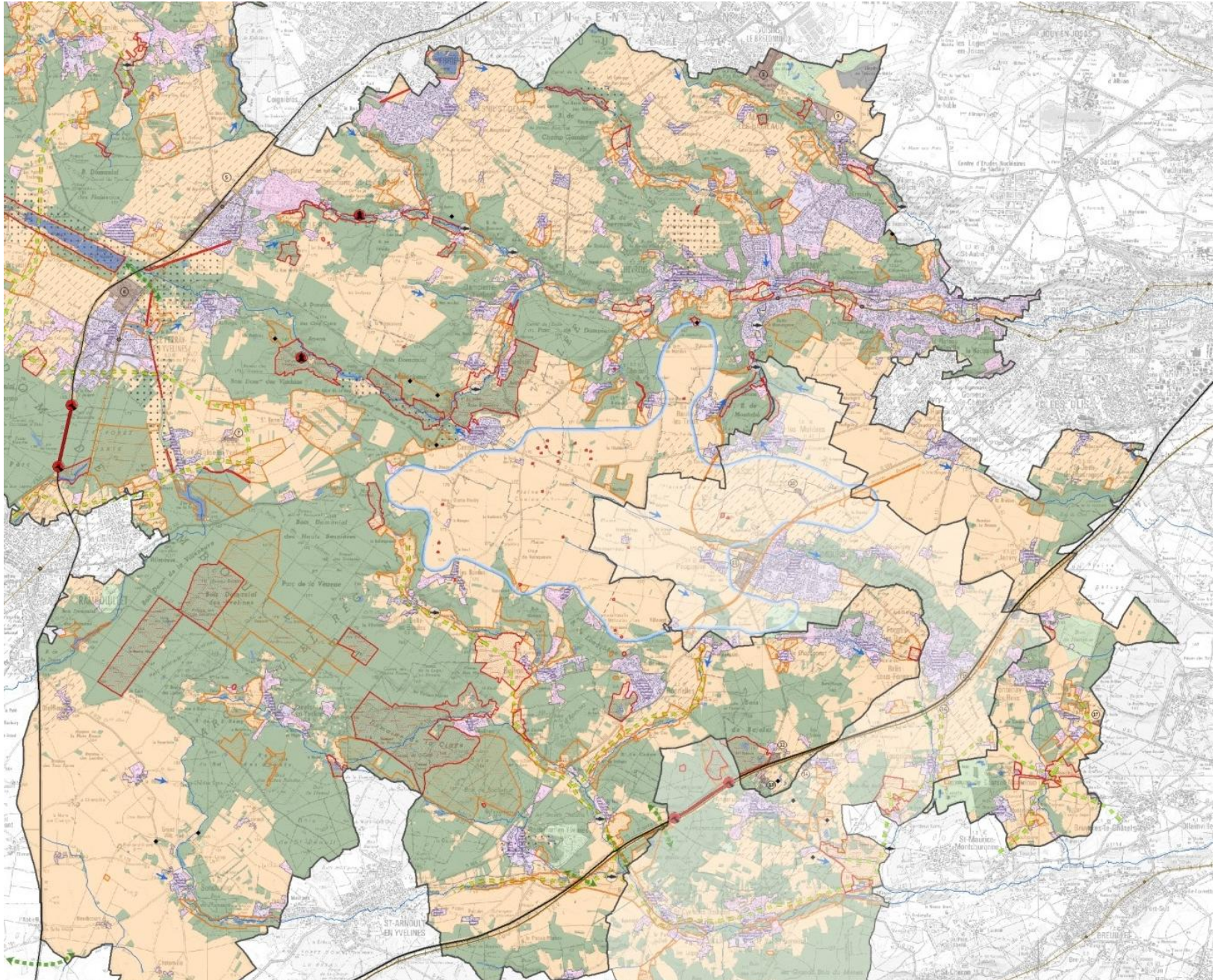
Une forte présence de l'eau



SAGE et bassins versants



De forts enjeux écologiques

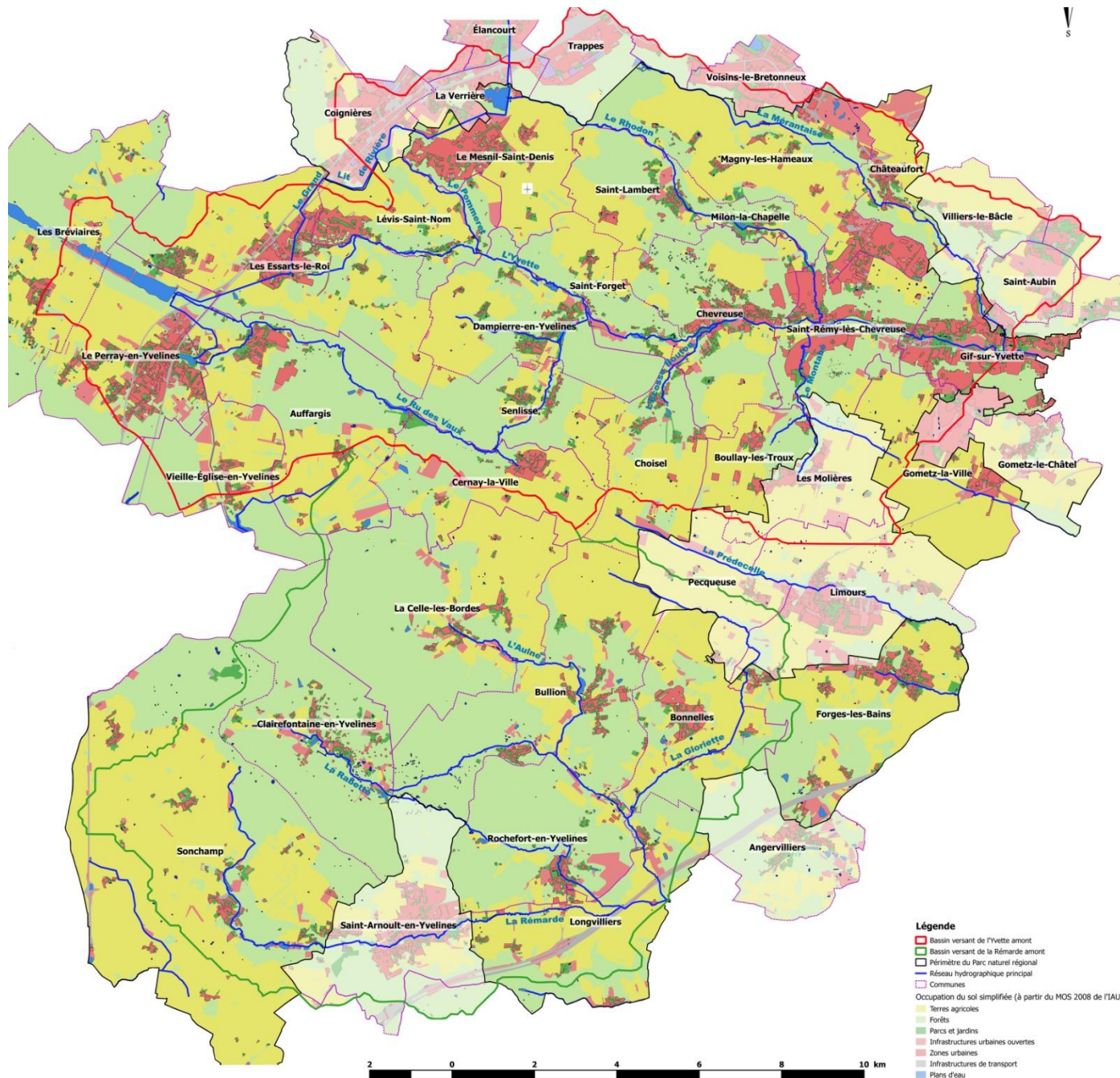


Les contraintes de nos rivières

. Petits débits

. Têtes de bassin versant urbanisées et infrastructures = ruissellement, qualité, à-coups hydrauliques...

. Surfaces agricoles (ruissellement, qualité...)



Des acteurs engagés : l'eau dans la charte du Parc, le Contrat de Bassin, le SAGE



RAPPORT ET ANNEXES

Projet de Charte
2011-2023

**Parc naturel régional
de la Haute Vallée de Chevreuse**



Validé par le Comité syndicat du 30 août 2010



Des acteurs engagés dans la charte du Parc

Disposition 7.3 Maintenir et restaurer les zones humides

Rôle du Syndicat du Parc

Il lutte contre la disparition des zones humides dans le Parc, notamment contre leur remblai ou drainage. Il sensibilise, forme et aide les collectivités, propriétaires privés et professionnels à la préservation et à la restauration des zones humides délaissées (mares, marais, mouillères, roselières, prairies humides, tourbières, etc.).

Avec ces mêmes acteurs, il engage un programme de requalification des espaces humides dégradés de fonds de vallée (ex. : suppression des peupleraies). En contrepartie d'une convention de gestion, il propose aux propriétaires publics et privés une aide financière pour la restauration de mares d'intérêt général reconnu, et la création de mares formant un réseau fonctionnel entre elles (selon la «carte évolutive des continuités écologiques» - voir Fiche 1) même en dehors de la zone de Trame bleue mare identifiée au Plan de Parc.

Sur le plateau de Cernay-Limours, il poursuit ses actions de protection, de restauration, de conventionnement et de création de mares (Sites de biodiversité remarquable) auxquelles le pélodyte ponctué est inféodé.

Il recourt à la plateforme des gestionnaires (voir Fiche 12) pour restaurer et entretenir les sites non économiquement exploitables, notamment par le pâturage extensif (ex. : mutualisation d'un troupeau).

Il incite les communes à la mise en œuvre de l'exonération de la taxe foncière sur le non-bâti pour les propriétaires de zones humides s'engageant dans une démarche de conservation. Il les aide dans leur démarche.

Région Départements

Ils sont incités à acquérir des parcelles en zones humides.

Com. de com. et d'aggl.

Engagements des signataires

Elles luttent contre la disparition des zones humides et les intègrent dans leurs documents d'urbanisme. Elles mettent en œuvre les dispositions sur l'exonération de la taxe foncière sur le non-bâti. Elles informent le syndicat du Parc de tout projet concernant les zones humides. Elles assurent la veille foncière, voire l'acquisition des zones humides stratégiques.

Communes

Elles identifient dans leur PLU les mares de leur territoire en tant qu'éléments du patrimoine à préserver (suivant l'Art. 3 de la loi Paysage n° 93-24 ou l'Art. L123-1.7 du code de l'urbanisme).

Autres acteurs

Les établissements publics (AESN, ONEMA, ONF, etc.), les MISE.

L'ONF s'engage dans la plateforme des gestionnaires.

Les CLE des SAGE, les syndicats de rivières et d'hydraulique, les fédérations de pêche, s'associent au dispositif partenarial du Parc.

Chambre d'agriculture et agriculteurs, associations (naturalistes et autres) et habitants, SAFER (acquisition des espaces humides).

Il dispose d'une «carte des continuités écologiques» (voir Fiche 1).

Dans le cadre de l'outil de suivi opérationnel (voir Fiche 1), il pilote le suivi écologique des rivières. Il promeut et accompagne l'élaboration de plans de gestion écologique pluriannuels des cours d'eau (rivières, biefs, *etc.*), qui favorisent l'écosystème en tenant compte des facteurs de risques.

Il sensibilise, forme et aide les collectivités, propriétaires privés et professionnels à la préservation et à la restauration des continuités physiques des rivières, pour rendre celles-ci perméables à la faune aquatique et aux matériaux d'érosion naturelle. Il participe, en lien avec l'ONEMA, à l'inventaire des ouvrages hydrauliques.

Il vise à compenser l'impact sur la rivière de tous les aménagements hydrauliques existants (rejets de bassin d'eaux pluviales, barrages, vannages, *etc.*) pour se rapprocher au plus près des conditions hydrologiques naturelles locales. Il conduit pour cela, avec ses partenaires, un diagnostic hydrologique de l'ensemble des bassins versants, et propose les aménagements nécessaires. Il lutte contre l'artificialisation des cours d'eau, même sur le prétexte de contrer les inondations, si toutes les solutions intégrées au sein des bassins versants n'ont pas été exploitées. Il vérifie l'utilité et l'impact des étangs connectés aux rivières. Il propose des aménagements de renaturation des biotopes des cours d'eau.

Il accompagne techniquement et financièrement les collectivités et syndicats dans les travaux d'intérêt général. Une attention est portée au petit patrimoine lié à ces cours d'eau (moulins, ponts, *etc.*).

Il publie, avec ses partenaires, un guide d'entretien des cours d'eau à l'attention des syndicats de rivières, des communes et des particuliers riverains.

Avec ses partenaires, il étudie les structures de gestion des rivières pour améliorer l'efficacité globale à l'échelle du Parc. Il propose aux communes non syndiquées les services de sa régie intercommunale d'entretien et de surveillance des cours d'eau. Il sensibilise les propriétaires riverains et leur rappelle notamment les droits et les devoirs qui leur incombent (entretien des berges, *etc.*).

Engagements des signataires	Région	Dans la mesure du possible, ils tiennent compte du respect de la charte par les maîtres d'ouvrage dans l'attribution des subventions et acquièrent stratégiquement des ripisylves ou fonds de vallées, en priorité dans les secteurs constituant des barrages hydrauliques ou écologiques. Les CATER sont des partenaires privilégiés du syndicat.
	Départements	
	Com. de com. et d'agglo.	Elles sont engagées avec les autres gestionnaires des rivières, directement ou au travers de leurs syndicats de rivières. Elles recherchent à assurer la maîtrise foncière des ripisylves stratégiques les plus sensibles.
	Communes	Elles intègrent les continuités aquatiques dans leurs documents d'urbanisme. Elles incitent à la disparition ou au recul des clôtures proches des berges de rivières. Elles soutiennent l'action du Parc auprès de leurs syndicats de rivières et de gestion hydraulique.
Autres acteurs	Les établissements publics (AESN, ONEMA, etc.) et les MISE (Missions inter-services de l'eau) appuient l'approche territoriale des rivières. Les CLE des SAGE, les syndicats de rivières et d'hydraulique, les fédérations de pêche, s'associent au dispositif partenarial.	

Préserver et restaurer les zones d'expansion naturelle des rivières, proscrire tout recalibrage et leur permettre de recouvrer leur espace de liberté

Rôle du Syndicat du Parc

Il produit, avec ses partenaires une carte des lits majeurs et des zones d'expansion des rivières (lit majeur : zone naturellement inondable par la plus forte crue connue ou par la crue centennale si celle-ci est supérieure - Code de l'Environnement), à l'échelle cadastrale. Il suit pour le Parc l'état d'avancement des reconquêtes de zones d'expansion naturelle et de libération des rivières.

Il lutte contre le recalibrage et l'artificialisation des rivières.

Il incite à l'utilisation d'un génie écologique exemplaire pour les aménagements de rivières, c'est-à-dire, à l'image du biotope naturel. Il produit les diagnostics écologiques des lits majeurs et préconise les modalités d'entretien.

Etat

Il s'associe à la démarche et facilite sa mise en œuvre par le syndicat mixte. Il veille à l'application des plans de prévention des risques d'inondation (PPRI) déjà opposables aux POS et PLU.

Région

Ils prennent en compte cet objectif dans l'attribution de subventions d'aménagement du territoire communal, syndical ou d'aménagement hydraulique. Ils ne financent aucun projet contraire à cet objectif opérationnel.

Départements

Les CATER sont des partenaires privilégiés du syndicat du Parc.

Engagements des signataires

Communes

Elles informent le syndicat du Parc de l'existence de déclaration d'intention d'aliéner en fond de vallée ou le long des cours d'eau, et l'impliquent en amont des projets.

Elles s'engagent dans la réalisation de la carte des lits majeurs et interdisent toute construction ou extension majeure dans les lits majeurs des rivières (y compris les aménagements de lutte contre les crues si d'autres solutions intégrées au bassin versant ne sont pas exploitées).

Elles sollicitent les conseils du syndicat du Parc et demandent à leurs syndicats de rivières de s'associer à son travail. Elles sensibilisent leurs habitants propriétaires de zones humides au débordement naturel des rivières et à la solidarité amont-aval.

Elles recherchent à acquérir ces zones et à y mettre en place des plans de gestion (convention SAFER et cahier des charges environnemental annexé à l'acte de vente).

Elles respectent les prescriptions et recommandations des PPRI et documents valant PPRI.

Autres acteurs

Les établissements publics (AESN, ONEMA, ONF, etc.), les MISE, les CLE des SAGE, les syndicats de rivières et d'hydraulique, les fédérations de pêche.

La SAFER est invitée à acquérir des espaces sensibles le long des cours d'eau.

Rôle du
Syndicat du Parc

Il lutte contre la disparition des zones humides dans le Parc, notamment contre leur remblai ou drainage. Il sensibilise, forme et aide les collectivités, propriétaires privés et professionnels à la préservation et à la restauration des zones humides délaissées (mares, marais, mouillères, roselières, prairies humides, tourbières, *etc.*).

Avec ces mêmes acteurs, il engage un programme de requalification des espaces humides dégradés de fonds de vallée (ex. : suppression des peupleraies). En contrepartie d'une convention de gestion, il propose aux propriétaires publics et privés une aide financière pour la restauration de mares d'intérêt général reconnu, et la création de mares formant un réseau fonctionnel entre elles (selon la «carte évolutive des continuités écologiques» - voir Fiche 1) même en dehors de la zone de Trame bleue mare identifiée au Plan de Parc.

Sur le plateau de Cernay-Limours, il poursuit ses actions de protection, de restauration, de conventionnement et de création de mares (Sites de biodiversité remarquable) auxquelles le pélodyte ponctué est inféodé.

Il recourt à la plateforme des gestionnaires (voir Fiche 12) pour restaurer et entretenir les sites non économiquement exploitables, notamment par le pâturage extensif (ex. : mutualisation d'un troupeau).

Il incite les communes à la mise en œuvre de l'exonération de la taxe foncière sur le non-bâti pour les propriétaires de zones humides s'engageant dans une démarche de conservation. Il les aide dans leur démarche.

Région
Départements
Com. de com.
et d'agglo.

Ils sont incités à acquérir des parcelles en zones humides.

Communes

Elles luttent contre la disparition des zones humides et les intègrent dans leurs documents d'urbanisme. Elles mettent en œuvre les dispositions sur l'exonération de la taxe foncière sur le non-bâti. Elles informent le syndicat du Parc de tout projet concernant les zones humides. Elles assurent la veille foncière, voire l'acquisition des zones humides stratégiques.

Elles identifient dans leur PLU les mares de leur territoire en tant qu'éléments du patrimoine à préserver (suivant l'Art. 3 de la loi Paysage n° 93-24 ou l'Art. L123-1.7 du code de l'urbanisme).

Autres acteurs

Les établissements publics (AESN, ONEMA, ONF, *etc.*), les MISE.

L'ONF s'engage dans la plateforme des gestionnaires.

Les CLE des SAGE, les syndicats de rivières et d'hydraulique, les fédérations de pêche, s'associent au dispositif partenarial du Parc.

Chambre d'agriculture et agriculteurs, associations (naturalistes et autres) et habitants, SAFER (acquisition des espaces humides).

10

Réduire le risque inondation, le ruissellement et l'érosion des sols par une gestion des eaux à la parcelle

Rôle du
Syndicat du Parc

En partenariat avec les communes et les syndicats, il élabore des plans communaux d'aménagement et de gestion intégrée des eaux de ruissellement, pour organiser le traitement des eaux de précipitation à la parcelle cadastrale, tout particulièrement pour les zones d'activités économiques.

Il organise des formations des collectivités sur la rétention ou l'infiltration des eaux au plus près de la source de leur concentration (parkings, chaussées, toitures des bâtiments communaux, *etc.*) et de la collecte à capacité de rétention (canalisations citernes, fossés urbains à noues et redents, jardins aquatiques à amplitude variable, *etc.*).

Il pilote le suivi de ces actions commune par commune et se charge de l'analyse par bassin versant.

Il sensibilise et forme les collectivités à l'aménagement différencié des surfaces publiques (voir Fiche 5).

Il forme et accompagne techniquement et financièrement les collectivités, professionnels et particuliers à la récupération des eaux de pluie. Il incite les communes à informer précisément leurs habitants sur les espaces à risques (mise à disposition des zonages) et à insérer des dispositions dans leurs documents d'urbanisme.

Etat

Il veille à la prise en compte et à la traduction de cette disposition dans les documents d'urbanisme et dans les projets qui lui sont soumis. Il applique à son réseau routier et à ses espaces les mêmes règles de gestion des eaux pluviales. Il veille à l'intégration des actions du syndicat du Parc dans les SAGE du Parc. Il demande aux communes limitrophes très urbanisées, notamment le long de la N10, de mieux gérer leurs rejets d'eaux pluviales, sources de graves dysfonctionnements et de forçages hydrauliques dans les têtes de bassin. Il résorbe les points noirs de rejets pluviaux, en usant de ses pouvoirs de police de l'eau.

Région

Ils aident à une meilleure gestion des eaux pluviales et ils s'attachent à mobiliser leurs dispositifs d'aides aux collectivités dans un objectif d'éco-exemplarité des projets d'aménagement qu'ils soutiennent.

Départements

Ils appliquent la politique du syndicat dans la gestion de leurs propriétés et de leurs routes.

Autres acteurs

Les établissements publics (AESN, ONEMA, *etc.*) sont parties prenantes, tout comme les CLE (Commissions Locales de l'Eau) des SAGE (Schémas de Gestion et d'Aménagement des Eaux), les syndicats de rivières et de gestion des eaux et les CAUE (Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement).

Les Chambres consulaires (CCI et CA) relaient l'information.

Limiter et compenser l'effet du ruissellement sur les surfaces agricoles, forestières et naturelles

Il contribue à l'identification des Zones Sensibles à Contraintes Environnementales pour l'érosion.

En partenariat avec les professions agricoles et forestières, il élabore un plan de gestion intégrée des eaux de ruissellement par bassin versant.

Il accompagne la mise en œuvre des aménagements nécessaires et du plan de gestion des eaux, le suivi et l'entretien de la rétention ou de l'infiltration des eaux au plus près de la source de leur concentration (unités de culture, parcelle forestière, prairie pâturée, *etc.*), et de la collecte à capacité de rétention (fossés à noues et redents, mares-bassin tampon, *etc.*).

Il pilote le suivi de ces actions à l'échelle des bassins versants.

Il sensibilise, forme et accompagne techniquement et financièrement les professionnels et particuliers dans la récupération des eaux de pluie et leur utilisation. Il les sensibilise à l'utilité des haies, des bandes enherbées, des mares pour limiter le ruissellement des eaux de pluie. Il cherche à éviter le retournement des prairies.

Il porte des Mesures agroenvironnementales (MAE) territorialisées (voir Fiche 35) incluant cette politique de gestion des eaux de ruissellement et accompagne les professionnels dans la lutte contre les ruissellements (création de fossés à redents, noues, mares, bandes enherbées optimisées dans leur positionnement, exploitation forestière et agricole perpendiculaire à la pente si techniquement possible, plantation de haies, de talus, *etc.*).

Engagements des signataires	Etat	Il facilite l'application de cette disposition, notamment pour les MAE et les plans de gestion en forêts domaniales et publiques soumises.
	Région	Ils contribuent techniquement ou financièrement à une meilleure gestion des eaux pluviales. Ils veillent à la prise en compte des objectifs de la charte dans l'attribution de subventions aux professionnels agricoles et forestiers et aux communes propriétaires de foncier forestier et/ou agricole. Ils appliquent cette disposition dans la gestion de leurs propriétés et des routes dont ils ont la charge.
	Départements	
	Com. de com. et d'aggl.	Elles soutiennent l'action du syndicat du Parc auprès des agriculteurs, forestiers et grands propriétaires fonciers. Elles impliquent le syndicat dès l'amont de tout projet d'aménagement touchant les espaces agricoles, forestiers et naturels. Elles demandent à leurs syndicats de rivières et de gestion des eaux de participer aux actions du syndicat du Parc et à l'ONF d'appliquer cette disposition pour leurs forêts en soumission.
	Communes	Elles inscrivent dans leurs documents d'urbanisme toutes les mares et éléments majeurs de collecte des eaux à ciel ouvert. Elles luttent contre le comblement des mares et autres zones humides.
Autres acteurs		<p>Les établissements publics (AESN, ONEMA, etc.) comme les CLE des SAGE relaient le dispositif du syndicat du Parc auprès des acteurs de l'eau.</p> <p>La Chambre d'agriculture et le CRPF sont des partenaires privilégiés.</p> <p>Les syndicats de rivières et de gestion des eaux participent au travail partenarial.</p>
Calendrier		12 ans - Plan de gestion intégrée à élaborer en début de charte.

Proposer une meilleure régulation hydraulique des eaux pluviales des têtes de bassins artificialisés

Rôle du Syndicat du Parc	Il propose et met en œuvre, avec ses partenaires et les maîtres d'ouvrage concernés, une régulation des rejets d'eaux pluviales des communes situées en tête de bassin, notamment celles hors Parc si leur rôle et/ou impact est déterminant. Il travaille avec le SMAGER sur les modalités de décharge des rigoles dans les bassins versants naturels.	
Engagements des signataires	Etat	Il veille à la cohérence entre la charte et les dispositions des SAGE. Il considère le syndicat du Parc comme un acteur privilégié dans le domaine de l'eau (fonctions d'animation, de mesures et d'inventaires).
	Région	Ils associent le syndicat mixte aux différents contrats recoupant les zones en question, et lui demandent son avis sur les projets. Les CATER appuient la démarche.
	Départements	
	Com. de com. et d'agglo.	Elles s'engagent dans cette disposition pour les surfaces relevant de leur compétence.
	Communes	Elles diffusent auprès des communes hors Parcs la nécessité d'une concertation sur la régulation des eaux pluviales.
Autres acteurs	<p>Les établissements publics (AESN, ONEMA, etc.) suivent les engagements de l'Etat.</p> <p>Les CLE des SAGE relaient le dispositif du syndicat du Parc auprès des acteurs de l'eau.</p> <p>Le SMAGER est un partenaire privilégié. Les syndicats intercommunaux.</p>	

11

Réduire fortement la pollution des eaux

Disposition

11.1

Analyser et suivre la qualité des eaux souterraines et superficielles

Rôle du
Syndicat du Parc

En cohérence avec les réseaux de suivi existants, il organise avec ses partenaires un suivi de la qualité des eaux souterraines et superficielles du Parc, qui permette de programmer et d'évaluer les actions des maîtres d'ouvrage. Il pilote l'analyse croisée de l'évolution de la qualité de l'eau avec celle de l'aménagement du territoire et des activités socioprofessionnelles. Il diffuse largement les résultats.

Engagements
des signataires

Etat

Une bonne communication des études de suivi est instituée avec le syndicat mixte. Dans le cadre de la Directive Cadre sur l'Eau, il actualise la cartographie de l'état écologique et chimique des masses d'eau.

Région

Départements

Ils financent les collectivités qui contribuent au suivi. Les CATER et SATESE sont particulièrement impliqués.

Com. de com.
et d'agglom.

Elles s'associent au suivi quand elles sont en charge des compétences environnement et eaux usées.

Communes

Elles interviennent directement ou au travers des syndicats de rivières et d'assainissement des eaux usées.

Autres acteurs

Les établissements publics (Agence de l'Eau- AESN, Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques- ONEMA, etc.) et les MISE (Missions Inter Services de l'Eau) participent activement à ce suivi. Les CLE (Commissions Locales de l'Eau) des SAGE (Schémas de Gestion et d'Aménagement des Eaux) et les syndicats de rivières et d'assainissement des eaux usées s'associent au dispositif partenarial (voir Fiche 12).

Rôle du
Syndicat du Parc

Il élabore collégialement un plan d'actions prioritaires d'amélioration de la collecte et du traitement des eaux usées à l'échelle du Parc, afin d'atteindre *a minima* les normes de la loi «DERU» et l'objectif de bon état écologique et chimique des masses d'eau d'ici à 2015. Il pilote les différents contrats liés à l'eau dans les secteurs non couverts par un autre syndicat.

Il apporte son conseil en matière de techniques alternatives innovantes, d'expérimentation et de recherche scientifique.

Il pilote le suivi des projets d'améliorations de la collecte et du traitement et forme les animateurs de contrats à l'approche «Parc».

Engagements
des signataires

Etat

Il vérifie la conformité avec la loi «DERU».

Région

Ils intègrent le syndicat du Parc dans l'élaboration des contrats de bassin/eau du territoire, et l'associent en amont des projets d'importance territoriale. La Région le dote des moyens supplémentaires nécessaires à des développements qualitatifs.

Départements

Les CATER et SATESE sont des partenaires essentiels.

Communes

Elles sollicitent l'avis du syndicat mixte sur la pertinence de démarches innovantes (semi-collectif, phytotraitement, *etc.*) dans le contexte spécifique de leur commune ou dans le cadre d'un syndicat d'assainissement. Elles améliorent leurs réseaux en veillant à la qualité de leur intégration environnementale, engagent les travaux de mise aux normes européennes et suppriment les mauvais branchements.

Autres acteurs

Les établissements publics (AESN, ONEMA, *etc.*) et les MISE financent les projets expérimentaux du syndicat. Les CLE des SAGE et les syndicats de rivières et d'assainissement sont associés au dispositif partenarial (voir Fiche 12).

Il sensibilise, aide à la formation des utilisateurs de pesticides, fertilisants et autres produits polluants. Il pilote le suivi des diagnostics qualité des utilisateurs.

Il informe les agriculteurs sur les aides et mesures nationales ou régionales existantes dans le cadre de cette disposition. Il leur propose des Mesures Agro-environnementales territorialisées fortes ou d'autres mesures contractuelles et un accompagnement des bonnes pratiques.

Il soutient les initiatives en grande culture pour la mise en pratique d'itinéraires techniques intégrés, d'agriculture raisonnée, d'agriculture biologique et l'expérimentation de pratiques permettant de réduire les intrants chimiques (desherbinage, utilisation de compost végétal non pollué et à très faible taux de pesticides, *etc.*) - voir Fiche 35.

Pour les éleveurs et les professionnels équins, il accompagne plus particulièrement les pratiques extensives, la fertilisation raisonnée des prairies, ainsi que l'amélioration quantitative et qualitative des traitements zoo-sanitaires. Il organise des formations avec ses partenaires.

Pour les particuliers, il recherche le zéro rejet de pesticides, et se fixe comme objectif une baisse de 50 % des consommations. Il sensibilise et informe les particuliers et les commerçants sur la nocivité des produits phytosanitaires et sur les pratiques écoresponsables au jardin.

Il travaille avec les entreprises et industries afin d'atteindre le zéro rejet polluant dans le milieu naturel en 10 ans.

Il aide à la conception des aménagements de l'espace public compatible avec une gestion intégrée sans polluant et une gestion différenciée.

Il pourra étudier les mesures pour réhabiliter les sites industriels désaffectés source de pollution, notamment le site de La Chaudière à Sonchamp.

Engagements des signataires	Etat	Il vise le zéro rejet de pesticides dans la gestion de ses forêts, espaces et routes. Il réduit fortement l'utilisation de ces produits dans la gestion des voies ferrées. Il associe le syndicat mixte au groupe «phyt'eaux propres» animé par ses services (DRIAAP et DRIEE-IF).
	Région	Ils associent le syndicat mixte à tout projet de financement visant la réduction des intrants.
	Départements	Ils réduisent le rejet de pesticides/herbicides dans la gestion des espaces et infrastructures relevant de leur compétence.
	Com. de com. et d'agglo. Communes	Elles visent l'objectif du zéro rejet pour les espaces qu'elles gèrent, directement ou non. Elles sensibilisent les utilisateurs de produits polluants et encouragent des solutions alternatives.
Autres acteurs	<p>La Chambre d'agriculture est impliquée.</p> <p>Les établissements publics (AESN, ONEMA, <i>etc.</i>) et les MISE financent les projets de recherche dans ce domaine sur le Parc. L'ONF poursuit son action en faveur d'une utilisation minimale des produits phytosanitaires et pesticides.</p> <p>Les CLE des SAGE, les chambres consulaires s'associent au dispositif partenarial (voir Fiche 12). Les entreprises d'espaces verts, les jardineries et les entreprises propriétaires d'espaces verts peuvent bénéficier d'un «label» particulier si elles s'inscrivent dans le dispositif. La SNCF, RATP, RTE, gestionnaires d'autoroutes sont des acteurs à mobiliser.</p> <p>Les golfs sont associés en tant que grands consommateurs d'eau et utilisateurs de produits phytosanitaires.</p>	

Rôle du
Syndicat du Parc

Il complète le plan communal d'aménagement et de gestion intégrée des eaux de ruissellement (voir Fiche 10) par le diagnostic des sources de pollution des eaux pluviales. Il accompagne la mise en place des aménagements de capture et de contrôle des pollutions. Il incite les communes et leurs groupements à gérer les eaux de ruissellement dans les zones d'activités économiques.

Il incite les communes à réaliser des contrôles des réseaux plus fréquents.

Engagements
des signataires

Région

Ils contribuent techniquement ou financièrement à une meilleure gestion des eaux pluviales. Ils prennent en compte cet objectif dans l'attribution de subvention d'aménagement du territoire. En référence à leur ambition d'éco-exemplarité et aux orientations de la Charte, ils s'attachent à aménager et gérer leurs propriétés et leurs équipements dans le respect de l'environnement.

Départements

Com. de com.
et d'agglo.

Elles appliquent la politique du syndicat du Parc dans leurs domaines de compétences, et sur les espaces dont elles ont la charge de gestion.

Communes

Elles s'engagent dans la réalisation du diagnostic de pollution des eaux pluviales. Elles impliquent le syndicat du Parc dès l'amont de tout projet d'aménagement. Elles intègrent un dispositif de traitement dans les réalisations de parkings. Elles tiennent à jour un tableau de bord de gestion intégrée des eaux de pluie qu'elles transmettent au syndicat (voir Fiche 10).

Autres acteurs

Etablissements publics (AESN, ONEMA, *etc.*), MISE, CLE des SAGE, chambres consulaires.

ENJEUX SUR LE TERRITOIRE	OBJECTIFS du Contrat de Bassin
Enjeu 1 - L'eau potable : un capital à protéger	Optimiser et protéger la ressource locale en eau souterraine pour l'eau potable
Enjeu 2 - Amélioration de la qualité des eaux superficielles par la maîtrise des sources de pollution	Limiter les apports diffus d'origine agricole et non agricole
	Poursuivre l'effort d'assainissement des eaux usées
	Poursuivre le contrôle et le suivi des activités industrielles en tête de bassin versant
	Améliorer la gestion qualitative des eaux pluviales en milieu urbain
Enjeu 3 - Gestion préventive des inondations	Améliorer la gestion quantitative des eaux pluviales en milieu urbain
	Développer la maîtrise des ruissellements provenant des plateaux agricoles
	Préserver et restaurer les zones d'expansion des crues
Enjeu 4 - Connaissance, protection, entretien et restauration de la rivière et des zones humides	Poursuivre la connaissance de la rivière et de ses milieux associés
	Diversifier les habitats aquatiques et rivulaires
	Préserver et renforcer les continuités écologiques
	Favoriser une gestion équilibrée des écosystèmes liés aux zones humides
Enjeu 4 - Animation, sensibilisation	Sensibiliser, communiquer et former les différents acteurs et usagers de l'eau

Et maintenant, à vous de jouer...

...atelier participatif!